

Nouveaux Cahiers du socialisme



Entrevue avec Lorraine Guay et Jocelyne Bernier

Pierre Beaudet

Numéro 14, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79387ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2015). Entrevue avec Lorraine Guay et Jocelyne Bernier. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 5–23.

Entrevue avec Lorraine Guay et Jocelyne Bernier



Lorraine et Jocelyne, des piliers du mouvement communautaire québécois, se sont fait connaître à travers leur longue implication à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles et dans d'autres initiatives où leur rôle a été crucial, bien que discret, dans une démarche qui continue jusqu'à ce jour.

Entrevue avec Lorraine Guay et Jocelyne Bernier

RÉALISÉE PAR PIERRE BEAUDET

PB – Où et quand commence l'aventure ?

LG – Née à Verdun en 1943, j'ai grandi dans ce quartier composé à l'époque de francophones et d'anglophones de couches moyennes et populaires. En général, les anglophones étaient propriétaires des commerces et des logements, et les francophones, locataires ! On vivait côte à côte, mais aussi face à face, les relations étant plutôt tièdes entre les deux groupes. J'ai souvent participé à des batailles de rue pour défendre mes frères plus jeunes : comme j'étais une fille, ce n'était pas très bien vu. Mon père, un commis voyageur, se promenait aux quatre coins de la ville pour vendre des « guenilles » comme il disait. Il était payé à la commission, et donc on n'était pas riches, mais pas pauvres non plus. À l'époque, la tradition était de permettre aux garçons de poursuivre leurs études, mais moi, je voulais beaucoup étudier et je n'étais pas d'accord avec cela ! J'avais gagné une bourse de la Société St-Jean-Baptiste pour étudier chez les Sœurs Jésus-Marie de Longueuil. Puis, pour continuer, il fallait aller comme pensionnaire à Montréal. Mes parents n'en avaient pas les moyens. Je me suis donc inscrite à l'École normale Eulalie-Durocher de Saint-Lambert même si je n'ai jamais voulu enseigner de ma vie : je voulais être médecin. Mais à cette époque, pour les filles du milieu ouvrier, le « choix » était limité : on était destinées à être secrétaires, enseignantes, infirmières ou... femmes au foyer !

Pourtant, l'école normale a été un milieu stimulant. C'est là que je me suis éveillée politiquement à travers la Jeunesse étudiante catholique, la JEC. Dans ce début de Révolution tranquille, l'Église était divisée entre l'élite traditionnelle et des jeunes qui voulaient que ça change. La JEC prônait la prise en charge des enjeux étudiants – à travers la fameuse devise VOIR-JUGER-AGIR –. On mettait en place le syndicalisme et le journalisme étudiants. On lisait des livres à l'index en cachette ! Venant d'un univers religieux à 100 %, c'était plutôt bousculant de lire Jean-Paul Sartre, même si ce n'était pas dans le texte ! Cela m'a causé plusieurs démêlés avec les religieuses et j'ai finalement été « mise à la porte » en plein milieu de mon avant-dernière année scolaire. Suite aux pressions du diocèse, on m'a laissée terminer mon diplôme à l'École normale sur l'avenue Mont-Royal... à la condition que je m'abstienne de toute activité parascolaire.

JB – Je suis née à Saint-Louis-de-Lotbinière, un petit village du centre du Québec. Mon père travaillait sur les bateaux de cabotage qui faisaient le transport le long du fleuve. C'était un autodidacte qui aimait les livres, et qui en plus avait

marié la fille du médecin du village ! Plus tard, il est devenu capitaine de bateau, ce qui l'a sorti de la pauvreté. Comme Lorraine, j'ai grandi dans une famille où mes deux frères étaient destinés au collège classique, mais pas moi ! Finalement, devant mon entêtement, mes parents m'ont inscrite à l'Institut Saint-Joseph-de-Saint-Vallier à Québec. J'aimais l'école, je crois que c'est mon père qui m'avait inculqué la curiosité intellectuelle. Ce qui ne m'empêchait pas de passer pas mal de temps à m'opposer à lui sur l'avenir du Québec et sur la condition des femmes ! Au départ, je voulais devenir médecin, mais inspirée par la Révolution tranquille, j'ai finalement abouti en sociologie à l'Université Laval.

PB – Les jeunes de l'époque commencent à bouger...

LG – Au sortir de l'école normale, je suis devenue animatrice au secrétariat national de la JEC où j'ai connu plusieurs copains et copines qui ont fait leur chemin par la suite comme Louise Harel, Robert Perrault, Léa Cousineau, Guy Lafleur. La JEC, c'était alors plusieurs milliers de personnes impliquées dans les associations étudiantes et le journalisme étudiant. La vision était chrétienne, mais dans son interprétation progressiste : il fallait s'attaquer aux causes structurelles des injustices et pas juste à leurs conséquences, en rupture avec la conception traditionnelle de la « charité ». On se battait aussi pour la création d'un ministère de l'Éducation mise de l'avant par Paul Gérin-Lajoie. En 1967, l'année de l'Exposition universelle, la JEC internationale tenait ses assises à Montréal. Une occasion unique où on a rencontré des jeunes chrétiens engagés dans la résistance, au Chili, au Brésil et ailleurs. Ils nous parlaient de sous-développement, de pillage du tiers-monde, de l'impérialisme. On était éblouis. On lisait Fidel Castro, Frantz Fanon et même la revue *Parti pris* !

JB – Effectivement, ça bougeait, par exemple, lors de la manifestation contre la reine d'Angleterre, le fameux « samedi de la matraque » (le 10 octobre 1964) lorsque la police avait chargé des manifestants et des manifestantes pacifiques à coups de bâton. À l'université, je profitais de l'enseignement de Fernand Dumont, un grand chercheur humaniste qui valorisait la rigueur et le travail intellectuel. On a réalisé des enquêtes merveilleuses en Gaspésie auprès de communautés qui résistaient à la fermeture de leurs villages. J'ai été séduite par la lutte de ces gens, plus que Dumont qui restait dans l'univers académique où les profs devaient « conseiller le prince ».

PB – Et puis, il y a eu 1968...

LG – En novembre 1968, peu après les événements, je débarquais à Paris avec mon copain qui avait été élu secrétaire de la JECI. Nous nous sommes retrouvés dans une sorte de grande commune sur la rue de Rennes, avec des militantes et des militants de partout. Nous étions dans la rue à toutes les

semaines en solidarité avec le Brésil, le Chili, le Vietnam. Peu après, c'était la crise d'Octobre au Québec et, lors de la visite de Bourassa à Paris plusieurs mois plus tard, de nombreux Québécois, dont nous étions, ont été surveillés de près. Le manifeste du FLQ nous avait touchés par son ton radical et son langage populaire. Toutefois, la dérive de l'action armée a été rebutante. Par rapport à une certaine extrême gauche française, j'éprouvais un malaise. Cet attachement à un communisme théorique, alors que l'Union soviétique emprisonnait ses dissidents, me semblait inacceptable. Les informations qui circulaient sur la torture « médicale » infligée aux dissidents par une médication psychiatrique qui tuait leur personnalité et leur âme m'étaient répugnantes.

JB – Pour moi, le grand saut a été de débarquer à Montréal : pour une fille de village, c'était quelque chose ! Déménagée à l'Université de Montréal, j'ai continué à faire de la recherche tout en m'intéressant au tournant de René Lévesque vers le projet d'indépendance. Tout a basculé pour ma part au début des années 1970. Un peu lassée de la tour d'ivoire, je me suis insérée dans la lutte pour les garderies populaires. Je me suis également lancée dans l'aventure du Front de libération des femmes avec *Québécoises Deboutte!*, un journal qui voulait approfondir et populariser les thèmes féministes. Le mot d'ordre était « Pas de libération du Québec sans libération des femmes » ! À partir du féminisme et de la lutte pour des garderies, j'évoluais vers la nouvelle gauche regroupée autour de certains groupes, dont le Comité d'action politique (CAP) Saint-Jacques. À travers ces étapes, je suis demeurée la « femme de l'ombre », n'ayant pas tendance à occuper des fonctions de leadership. C'était un peu ma personnalité, peut-être un manque de confiance. Sur un plan positif, c'était aussi une réticence à accepter la hiérarchie.

PB – Autre bifurcation dans vos vies, c'est l'insertion dans le mouvement populaire...

LG – Aussitôt revenue au Québec en 1972, j'ai travaillé à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, d'abord comme organisatrice communautaire, puis comme infirmière. La clinique était une initiative des étudiants progressistes en médecine de McGill. On se battait contre l'élite locale qui avait la main haute sur la caisse populaire, contre le pouvoir médical, contre les autorités de tous bords tous côtés. En même temps, on a créé une coalition avec d'autres cliniques pour résister au projet du gouvernement libéral d'absorber les initiatives communautaires dans les CLSC. Nous étions d'accord avec l'initiative des CLSC dont l'inspiration d'ailleurs venait en grande partie des cliniques populaires. Mais nous voulions conserver l'autonomie de nos cliniques, qui agissaient sur une base autogérée comme à la Pointe, à Saint-Henri, à la Clinique St-Jacques. On se définissait comme « rouges » et « experts » ; on voulait changer les rapports de pouvoir, y compris sur le plan médical, qui

est une chasse gardée des « experts ». L'idée était (et reste) que les citoyens et les citoyennes doivent prendre en main leur santé, car la maladie, ce n'est pas une simple pathologie, mais très souvent une conséquence d'un système pourri.

JB – Un peu partout, les groupes populaires se radicalisaient. Les garderies populaires se regroupaient pour constituer un organisme de lutte, SOS garderies, qui réclamait un financement adéquat de la part du gouvernement provincial, mais surtout, l'autonomie de ces initiatives autogérées par les parents et les employés. SOS Garderies a peu à peu dénoncé le patriarcat, le système capitaliste, l'oppression des femmes. Certaines d'entre nous voulaient aller plus loin, regardaient du côté des groupes d'extrême gauche. On participait à des débats, on se disait : il faut aller jusqu'au bout...

PB – Autre moment important, il y a l'irruption du mot « P » pour politique.

LG – Après la débâcle de 1970 et des groupes de gauche comme le Front d'action populaire (FRAP), une convergence s'est créée autour de ce qui devint le Rassemblement des citoyens de Montréal, le RCM. Ce parti rassemblait des militants de groupes populaires, des syndicalistes, des intellectuels, des femmes, une partie des élites montréalaises anglophones et francophones lassées du système dominé par le maire Drapeau. À Pointe-Saint-Charles, nous avons décidé d'investir ce parti dont le programme correspondait aux aspirations du quartier. Finalement, Marcel Sévigny sera plus tard élu comme conseiller municipal avec l'équipe de Jean Doré en 1986. Par après, le RCM s'est divisé et je m'en suis éloignée. C'est d'ailleurs la seule fois où j'ai été membre d'un parti politique.

JB – Mon passage au mot P a été plus radical, j'ai rallié le Parti communiste ouvrier (PCO). J'assurais en bonne partie les communications internes, je m'occupais des effectifs et je gérais même, imaginez-vous, une sorte d'appareil semi-clandestin, ce qui correspondait alors à l'idée assez farfelue que nous allions animer une révolution anticapitaliste d'un jour à l'autre ! Le PCO, dans ses belles années, c'était plusieurs centaines de membres dédiés à 100 % à l'action militante. Son audience n'était pas négligeable parmi une frange importante des syndicats et des groupes populaires. Le côté positif, si on peut dire, c'est que ce réseau animait de nombreuses luttes. Le côté négatif, et c'est le moins qu'on puisse dire, c'était que ce projet était totalement décalé par rapport à la réalité québécoise, avec en plus un côté autoritaire et dogmatique exacerbé. Mon conjoint qui travaillait dans une usine à Saint-Henri vivait aussi la même intensité. Ensemble, on s'est épuisés dans une bulle qui est devenue peu à peu étouffante.

LG – Il y avait pas mal de monde qui se disait alors, c'est bien beau de résister aux conséquences du système, mais ne faudrait-il pas s'attaquer aux causes ? Des

militantes du quartier, et pas seulement des intellectuelles, se joignaient à des groupes radicaux. Personnellement, je trouvais le groupe En Lutte un peu moins brutal que le PCO et j'en suis devenue sympathisante, mais jamais membre. On s'est retrouvés à diffuser des tracts à quatre heures du matin au coin des usines. Il faisait noir et il faisait froid ! Mais nous avions la foi dans la révolution !

PB – Le projet d'extrême gauche a mal tourné...

JB – Cette phase cowboy a été exaltante. Je ne peux pas nier que le taux d'adrénaline était élevé dans nos multiples aventures ! On vivait dans un imaginaire construit autour des récits de résistants communistes dans les années de la guerre. Mais en fin de compte, nous aussi, on était en train de quitter l'adolescence prolongée. On commençait à penser que la vie, c'était plus qu'une lutte « héroïque » 24 heures sur 24. Rétroactivement, je me suis rendu compte que j'ai perdu, durant un temps assez long, mon sens critique. L'autre chose qui m'a dérangée était la subordination des femmes dans ces organisations. Nos « cheufs » écrivaient des textes et nous les filles, on s'occupait de traduire et d'imprimer leurs délires... Le *crash* a été dur et est survenu peu après le référendum de 1980 où l'extrême gauche avait appelé à l'abstention ou l'annulation, contre l'avis et le sentiment de la grande majorité des militants et des militantes, y compris dans le PCO.

LG – L'extrême gauche vivait dans un nuage. On ne se rendait pas compte de la véritable existence des gens et de leur désir légitime de jouir de la vie. Par exemple, une militante du quartier, très ancrée dans la communauté et qui était sympathique à l'idée d'un grand changement, a été choisie un jour par le quartier pour faire partie d'une délégation en Chine. Au retour de Pékin, elle a fait escale à Paris, c'était la chance de sa vie de voir la tour Eiffel ! Ses « camarades » lui ont dit que ce n'était pas une bonne idée, Paris étant une « ville bourgeoise ». Une chance qu'elle y est allée quand même ! Plus tard, on a bien ri de cette histoire. Cet « incident » et d'autres m'ont « débranchée » progressivement. Je ne supportais pas le sectarisme, si bien qu'en 1980, j'ai voté OUI au référendum, malgré l'appel des groupes m-l (marxistes-léninistes) à annuler son vote. Les résultats m'ont ébranlée. Je me demandais alors, et je me demande toujours, pourquoi le peuple québécois refuse d'assumer sa pleine liberté.

PB – On se replie alors sur le village d'Astérix...

LG – J'ai été chanceuse d'être insérée dans cette dynamique populaire à Pointe-Saint-Charles. Non seulement j'ai connu un bon milieu de travail, mais cela m'a ramenée à une communauté qui avait des besoins, mais aussi des rêves, une volonté de résister. La clinique constituait alors un des cœurs du quartier,

avec le Carrefour d'éducation populaire, la Clinique juridique, etc. C'était un milieu de vie ouvert jour et nuit, où on venait consulter, se rencontrer, échanger.

Le président de la puissante Corporation des médecins, le Dr Augustin Roy, nous accusait de pratiquer une médecine soviétique... parce que les médecins étaient à salaire ! La clinique remettait en question le pouvoir médical et travaillait à promouvoir l'implication active des citoyennes et des citoyens les plus vulnérables. *Tout le pouvoir aux citoyens... mais pas n'importe quels citoyens* était alors un slogan très populaire.

JB – J'ai eu aussi la chance d'arriver à la clinique comme travailleuse communautaire en 1982. Peu à peu, j'ai repris confiance en moi en accompagnant les gens à travers leurs problèmes quotidiens, mais j'ai aussi senti une limite à aborder les problèmes à partir de cas individuels. Pas à pas, j'ai vu qu'on pouvait faire une différence, par exemple, en organisant des petits groupes d'entraide avec les jeunes mères. Il y avait un véritable élan. J'ai appris à écouter et à me fier au bon instinct des gens. J'ai pu retomber sur mes pattes alors que plusieurs de mes anciens camarades ont eu passablement de misère à se refaire une vie.

PB – Comment expliquer cette « exceptionnalité » ?

JB – Tout n'était pas facile à la clinique, mais c'était un lieu où on voyait s'exercer la force des gens à la base. Il faut dire que Pointe-Saint-Charles, c'est effectivement un quartier tissé serré, avec sa culture locale, son identité, très influencée par la communauté irlandaise. Il y avait des tensions entre les Québécois francophones et les Irlandais anglophones, mais lorsqu'il fallait se défendre, on savait se tenir ensemble.

LG – La clinique a été un incubateur de pratiques novatrices en santé et en travail social. Elle a été aussi impliquée dans la solidarité internationale. Ainsi, après le coup d'État au Chili, nous avons non seulement participé aux manifestations contre Pinochet soutenu par les États-Unis, mais nous avons accueilli de nombreux Chiliens dans le quartier. À la clinique en particulier, nous avons embauché des Chiliens, un dentiste, des secrétaires, un concierge, etc., dont la présence a aidé à la politisation du personnel.

PB – Au tournant des années 1980, la vie continue...

JB – En 1986, je suis devenue la coordonnatrice de la clinique. C'était alors une grosse équipe qui employait près de 100 personnes, ce qui impliquait un certain niveau de professionnalisation et de bureaucratisation. C'était un tournant inévitable, qui comportait des opportunités, mais des pièges aussi. Il fallait garder l'énergie qui nous faisait sortir des contraintes imposées par le système et répondre aux besoins des gens. J'essayais alors de penser à des règles

et à des normes pour faciliter le fonctionnement sans tomber dans la hiérarchie. Je pense rétroactivement qu'on a réussi, peut-être pas à 100 %, mais à un niveau qui a permis de garder cet esprit communautaire et participatif qu'on retrouve encore aujourd'hui.

LG – Tout en travaillant et en militant à la clinique, j'ai toujours continué de m'impliquer dans la solidarité internationale; c'est une dimension extrêmement importante dans ma vie. En 1980, j'étais allée au Nicaragua dans la première brigade de solidarité avec les sandinistes. En 1983, dans le cadre du mouvement québécois de solidarité avec le Salvador, j'y suis allée pendant huit mois comme infirmière dans une des zones contrôlées par la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale. La résistance salvadorienne faisait face à une extrême droite très puissante (ARENA) qui contrôlait le pays, avec l'aide des terribles escadrons de la mort, et soutenue inconditionnellement par les États-Unis. Bien que soumis à des bombardements intensifs et à des attaques de l'armée salvadorienne, les paysans résistaient courageusement. Je garde un souvenir indélébile de ces moments à la fois très difficiles (j'ai frôlé la mort à quelques reprises) et merveilleux de solidarité que m'ont manifestée ces femmes et ces hommes qui construisaient peu à peu une autre société plus juste, plus démocratique.

PB – Au tournant des années 1990, la clinique persiste et signe...

JB – Il faut le dire, nous avons quand même vécu un certain repli. Je pense à un « nous » plus large que strictement confiné à notre réseau de résistants à la Pointe. Chez nous, en tout cas, la bataille a été dure pour maintenir notre autonomie. Les gouvernements, péquistes ou libéraux, ont voulu « restructurer » le système de santé. L'épée de Damoclès était là pour nous intégrer dans la grosse machine et enlever le cœur battant de notre projet en le transformant en une autre institution offrant des « services » à des « clients ».

LG – Elle ne le dira pas elle-même, mais c'est Jocelyne qui nous a permis de tenir le coup. Il y avait beaucoup de têtes fortes à l'interne; il fallait garder notre cohésion face aux menaces de l'État. Je ne sais pas comment elle a fait pour faire face à la machine bureaucratique du gouvernement. Mais on est passés à travers tellement de crises !

JB – Au début des années 1990, sous l'égide du gouvernement libéral, le ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, avec son projet de loi 120 nous offrait le choix entre l'intégration dans le réseau, plus ou moins comme un CLSC, ou bien d'être considérés comme un groupe communautaire, ce qui voulait dire perdre la plus grosse partie de notre financement. On a organisé une énorme mobilisation pour défendre la clinique. On tenait des assemblées de 500

personnes. Des directeurs de CLSC à Montréal, eux-mêmes confrontés à cette « restructuration », me demandaient : « comment vous faites ? ».

PB – Qu'est-ce qui explique cette mobilisation ?

J.B – En fin de compte, notre force, c'est qu'on est restés une institution du peuple. La clinique était une institution du quartier et non pas un service géré par quelqu'un d'autre. Plus encore, ce n'était pas un « service médical » au sens restrictif du terme, conception que les gouvernements ont essayé d'imposer en brisant la dynamique communautaire au départ présente dans les CLSC. On est restés debout à lutter pour améliorer les conditions de vie des gens.

PB – Pourquoi cet acharnement du gouvernement contre la clinique ?

JB – Nous étions en dehors des normes, le dernier village gaulois, comme l'a dit un journaliste. Plus encore, nous faisons le pont entre le service et l'action communautaire. La clinique, c'était un outil d'éducation et d'organisation. Les salaires étaient relativement égalitaires. Nous déployions une capacité critique, un effort constant pour faire des citoyennes et des citoyens les décideurs, pas seulement des patients spectateurs. La pharmacie populaire, qui acceptait d'être autre chose qu'un magasin de médicaments et un commerce de détail, qui s'occupait avec les gens de leur santé, en est un bon exemple. Avec notre « fonds social de solidarité », on payait 100 % du coût des médicaments pour les personnes à faible revenu. La clinique a aussi contribué à créer des organismes communautaires maintenant autonomes regroupés dans la Table Action-Gardien.

PB – La clinique était un lieu d'organisation...

JB – Contrairement aux CLSC, nos organisatrices et organisateurs communautaires ne faisaient pas que prolonger les services dans des interventions auprès des familles. C'était une équipe de développement communautaire participant aux projets du quartier, organisant des campagnes, par exemple pour 500 logements sociaux dans le quartier, pour la parité des prestations d'aide sociale pour les jeunes. Le Ministère nous disait : « ce n'est pas votre mandat », « vous n'êtes pas payés pour cela ».

PB – Vous avez tenu le coup...

JB – Avec des hauts et des bas, on est restés soudés. La majorité des médecins et des infirmières acceptait d'être payée moins pour que le personnel d'appui soit payé davantage, et aussi que les surplus servent à alimenter « la caisse de solidarité » pour appuyer des projets. Finalement, notre bataille s'est terminée

par une victoire sans équivoque. Bien sûr, dans cette époque charnière des années 1990, l'impulsion de départ de tout changer s'est un peu affaiblie. Mais le « noyau dur » du projet est resté : la clinique appartient aux gens, elle vit en symbiose avec le quartier.

PB – Est-ce que vous vous sentiez isolés parfois ?

LG – Nous avons réussi à maintenir une synergie entre mobilisations, luttes sur différents fronts et services médicaux et sociaux. Non pas l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre. Il y a eu des occupations de bureaux d'aide sociale, de bureaux de députés, des manifs de toutes sortes, des prises de position courageuses. Par exemple, lorsque le gouvernement a sabré les allocations d'aide sociale aux jeunes, les médecins sont intervenus publiquement pour dire qu'ils signeraient des certificats de maladie leur permettant d'avoir accès à un montant d'argent plus élevé parce que les coupures condamnaient les jeunes à vivre dans la misère. Des initiatives novatrices comme la mise en place d'une pharmacie populaire suscitaient beaucoup d'intérêt. Mme Verreault, une femme extraordinaire qui portait ce projet, a fait des centaines de présentations. Tous ces gestes nous mettaient en lien avec des groupes et des personnes hors du quartier qui se solidarisaient avec nous. On était invités un peu partout au Québec, jusqu'en Abitibi ! En fin de compte, nous n'étions pas isolés.

JB – Nous n'étions pas « enfermés » sur le local, nous étions ancrés dans le local, tout en tentant d'agir sur des politiques publiques; c'est toute une différence.

LG – La clinique était et reste l'embryon d'une autre façon de faire les choses, on pourrait presque dire d'une autre société, d'une autre façon de vivre ensemble, de créer la communauté. On ne faisait pas juste imaginer les alternatives, on les créait et on les vivait au quotidien.

JB – J'avais appris de mon expérience dans l'extrême gauche qu'il était futile d'essayer de convaincre avec une idéologie toute faite. À la clinique, les gens ont embarqué par expérience concrète dans des mobilisations et des confrontations dont ils pouvaient voir l'utilité.

PB – Lorraine, tu t'es alors embarquée dans une nouvelle aventure...

LG – Au tournant des années 1987-1988, je considérais que j'avais fait mon temps à la clinique même si j'adorais mon boulot. Je l'ai quittée tout en continuant à m'impliquer au conseil d'administration pendant un certain temps. Je sentais que je devais explorer de nouveaux sentiers. Un peu plus tard, j'ai été engagée comme coordonnatrice du Regroupement des ressources alternatives

en santé mentale, un carrefour d'une centaine de groupes locaux proposant des alternatives à la psychiatrie dominante. Cela correspondait à un virage où de plus en plus de groupes locaux impliqués dans des luttes spécifiques sentaient le besoin de se s'associer dans des regroupements provinciaux pour s'entraider, partager leurs expériences, mener des campagnes coordonnées pour les droits sociaux, pour les femmes, les jeunes, les réfugiés, le logement, etc.

Cet engagement était apparenté aux luttes pour la solidarité internationale, qui ont toujours fait partie de ma militance, car je suis convaincue qu'étant née ici, j'ai « hérité » d'une responsabilité de déconstruire ce que les pays dominateurs ont fait aux peuples « sous-développés » et de reconstruire des liens de solidarité plutôt que des relations d'oppression.

PB – Le domaine de la santé mentale est tout un enjeu...

LG – La psychiatrie au Québec a toujours fait partie du système médical conventionnel, elle est là pour soigner des patients qui souffrent de « maladies ». Les grands asiles psychiatriques ont occupé cette fonction jusqu'au début de la Révolution tranquille, quand les révélations de Jean-Charles Pagé (un interné de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu) dans son livre-choc *Les fous crient au secours*, de même que les mobilisations des groupes de défense des droits et les actions d'intervenants plus « modernes », ont sonné le début de la désinstitutionnalisation. On ne peut nier par ailleurs que ce mouvement allait de pair avec la volonté du gouvernement de diminuer les coûts. Cette sortie de l'asile n'a pas été sans provoquer des heurts avec les travailleuses et les travailleurs syndiqués des institutions psychiatriques convaincus, pour la plupart, qu'on ne pouvait pas « laisser les fous vivre en dehors de l'hôpital ». Il a fallu de longs débats entre organismes communautaires et syndicats et les prises de position courageuses de la CSN à l'époque pour faire que la désinstitutionnalisation soit autre chose que mettre des gens à la rue : créer des ressources dans la communauté.

Entretemps, les départements de psychiatrie des hôpitaux ont remplacé ces anciennes institutions d'internement, mais sans changer substantiellement le rôle de la psychiatrie biomédicale : « stabiliser » les malades par la médication. Dans la population, le regard sur les personnes vivant des problèmes de santé mentale n'a pas beaucoup évolué : on les croit « dangereux », on s'oppose à les voir circuler dans son propre quartier... leur présence dévalorisant la valeur des maisons !

Le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale cherchait plutôt à accueillir « ailleurs et autrement » les personnes concernées et s'inscrivait en rupture avec la psychiatrie dominante, proposant de comprendre les troubles mentaux non pas comme des dysfonctionnements exclusivement cérébraux ou physiologiques, mais comme des expériences humaines liées aux trajectoires de vie personnelles, aux conditions de vie, aux contraintes systémiques (pauvreté, inégalités homme/femme, exclusion, etc.). Des groupes très diversifiés de défense

des droits, d'entraide, d'insertion au travail, d'hébergement, de pratique des arts, etc., animés par des « malades mentaux » eux-mêmes – que l'institution avait condamnés à la chronicité – des animateurs communautaires, des artistes, des intervenants de diverses disciplines, etc., ont littéralement créé des pratiques novatrices qui préfiguraient les services d'aujourd'hui.

JB – À la clinique, des groupes d'entraide agissaient dans le quartier et les personnes psychiatisées ont aussi organisé leur propre groupe, *Action santé*, qui allait devenir un des groupes fondateurs du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ). La clinique a toujours refusé que l'hôpital Douglas installe sa clinique externe dans le quartier. Nous avons plutôt choisi d'engager un psychiatre progressiste qui accompagnait les intervenants de la clinique, tous tenus de s'occuper des personnes qui avaient des problèmes de santé mentale (plutôt que d'en faire une « spécialité »), qui allait à domicile lors de situations de crise pour éviter l'hospitalisation, qui participait aux actions collectives de la clinique. Dans la clinique, les gens qui vivaient des problèmes de santé mentale sont devenus visibles. Certains ont été élus au conseil d'administration. Le regretté Marcel Simard a fait un film, *Le grand monde*, sur eux et avec eux, témoignant du passage du statut de « patient » dérangeant à celui d'acteur au sein de la communauté. On a eu de beaux moments, comme lorsqu'on a organisé une délégation de citoyens, d'intervenants et de personnes psychiatisées pour aller à la grande manifestation pacifiste antinucléaire et antiguerre à New York qui avait comme slogan *Give peace a chance*. On était un million de personnes dans la rue... et les « fous » y étaient !

PB – Quelles étaient vos sources d'inspiration ?

LG – On était inspirés par Foucault, par le mouvement antipsychiatrique de Lang et Cooper en Angleterre, par Basaglia (un psychiatre communiste) et ses réformes radicales contre les asiles en Italie, mais aussi par les nouveaux mouvements des femmes, des Noirs aux États-Unis, etc., qui transformaient les « victimes » en sujets collectifs de transformations sociales et politiques.

PB – En 1994, le PQ revenait au pouvoir. Avec Parizeau, il y avait du changement dans l'air...

LG – Marc-Yvan Côté, ministre de la Santé du gouvernement libéral, a entrepris une autre réforme. Les regroupements en santé et services sociaux se sont constitués en coalition, devenant la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles. Nous avons profité d'une « fenêtre d'opportunité » pour remporter un certain nombre de gains concernant l'autonomie du communautaire et le financement à la mission et non par projets. Plus tard, Parizeau, après son élection, a mis en place le Secrétariat à l'action

communautaire autonome, premier jalon de ce qui allait donner naissance à la politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire au Québec. Ça été une longue lutte menée à travers une approche de « partenariat conflictuel » avec l'État.

PB – Une partie importante du mouvement populaire s'investit alors dans le référendum de 1995...

LG – Sauf quelques exceptions qui se sont prononcées en faveur du OUI – je pense à la Fédération des femmes du Québec qui a consulté ses membres, lesquelles ont voté majoritairement pour la souveraineté – les groupes et les regroupements ne se sont pas prononcés sur la question. Mais ils ont participé activement aux commissions mises en place par Parizeau sur l'avenir du Québec. Et avec d'autres, ils ont eu une influence sur la formulation d'un projet de société d'orientation social-démocrate qu'on retrouve dans *Le cœur à l'ouvrage*¹. J'ai participé activement aux Partenaires pour la souveraineté, une coalition non partisane qui réunissait des groupes pour la souveraineté tels des syndicats et des collectifs surgis de la base autoorganisée comme Les femmes pour la souveraineté, Les pompiers pour la souveraineté, Les religieuses pour la souveraineté, etc. Il ne s'agissait pas de forcer des organisations à se prononcer et donc à se diviser, mais plutôt de favoriser les rassemblements de citoyens sur une base personnelle. Des femmes ont joué un grand rôle dans la mobilisation des Québécoises pour la souveraineté, celles-ci étant alors plus réfractaires à cette option que les hommes. Par exemple, avec une cinquantaine de Femmes pour la souveraineté, nous avons fait le tour du Québec en autobus. Nous avons contesté le fait que les porte-paroles du camp du OUI étaient trois hommes : Lucien Bouchard, Jacques Parizeau, Mario Dumont, leur demandant même de « se mettre au garde-robe » pour quelques jours, histoire de donner plus de visibilité à des femmes aussi engagées qu'eux pour la souveraineté.

JB – À la clinique, c'était plus délicat, compte tenu de la population anglophone du quartier; on sentait à la fois la peur et l'espoir, des tensions autour de petits conflits à propos des pancartes du OUI et du NON. Plus la date fatidique approchait, plus on sentait la tendance aller vers le OUI.

PB – Et pourtant cela a été un échec...

LG – Une ou deux semaines de campagne de plus et on l'aurait probablement gagné ce référendum. De plus en plus, le peuple prenait la parole. Mais la campagne était trop braquée sur les chefs. On voulait tellement qu'il y ait plus de jeunes, plus de femmes, plus d'immigrants. Parizeau était d'accord, mais pas

1 Camp du changement, *Le cœur à l'ouvrage. Bâtir une nouvelle société québécoise*, 1995.

les deux autres. Et il y a eu l'opération malhonnête de l'État fédéral, dont le fameux *love-in* à Montréal, où les participants étaient en congé payé pour nous supplier de rester dans leur cher Canada. En réalité cependant, ce ne sont pas les « autres » qui nous ont battus. C'est nous-mêmes. C'est l'insuffisance de la participation populaire. C'est le vote pour le NON dans la région de Québec. On n'était pas encore assez déterminés et unis, et on a perdu.

PB – Mais le pire est survenu après...

LG – Ce qui nous a jetés par terre, c'est la déclaration de Parizeau. Faire porter le blâme aux immigrants a été une erreur monumentale, qui a terni la belle bataille populaire qui avait été menée. C'était non seulement une deuxième défaite, mais un retour en arrière. J'ai d'ailleurs écrit ce soir-là, comme plusieurs d'ailleurs, à Parizeau pour lui dire ma façon de penser. Malheureusement, cela s'est aggravé après son départ. Avec l'arrivée du conservateur Lucien Bouchard, tout a bifurqué. On avait vu son arrogance pendant la campagne référendaire. Son intronisation a porté un coup fatal au PQ.

PB – Et puis Bouchard a introduit la croisade du déficit zéro...

LG – Le Sommet pour l'économie et l'emploi de novembre 1996 a adopté un plan d'action sur l'économie sociale et solidaire non sans susciter la controverse au sein des acteurs sociaux. Les confrontations étaient parfois « féroces ». Pour ma part, j'ai toujours appuyé l'économie sociale et solidaire tout en en dénonçant ses dérives. Mais le sommet visait surtout à faire endosser le déficit zéro par les syndicats et les mouvements populaires.

JB – Il y avait cependant des débats, car pour plusieurs groupes, il y avait un réel danger dans cette promotion d'une économie solidaire remplaçant le service public. Dans des CLSC, on a perdu des postes d'auxiliaires familiales relativement bien payés qui ont été remplacés par des employées moins payées dans les projets d'économie sociale. Ce n'était pas un progrès pour les femmes.

LG – Pour moi, il faut nuancer : l'économie sociale et solidaire, c'est venu de la base, entre autres de l'expérience du mouvement coopératif au Québec. Depuis longtemps, plusieurs initiatives novatrices s'inscrivaient dans la perspective de sortir de la seule logique du profit et de promouvoir la participation des « usagers » et des travailleurs à la gestion de ces organisations. Par exemple, la pharmacie populaire de Pointe-Saint-Charles, les premières garderies qui allaient devenir le réseau des CPE, les cuisines collectives, c'est venu de la poussée de la marche *Du pain et des roses* avec sa revendication de financer les infrastructures sociales. Le mouvement populaire se doit de créer des alternatives au système

économique en place, ce qui ne veut pas dire d'accepter de mauvaises conditions de travail et de se substituer au secteur public.

PB – Vous étiez contentes que Françoise David et François Saillant claquent les portes du Sommet ?

LG – La participation ou non au Sommet a fait l'objet d'un bon débat au sein des groupes populaires et féministes. Majoritairement, nous avons choisi d'y être, mais en nous donnant la possibilité d'en sortir. Les étudiantEs du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) avaient choisi de contester à l'extérieur. Les centrales syndicales étaient en faveur, de même que certaines personnalités de l'économie sociale comme Nancy Neamtam. Plusieurs raisons nous ont poussés vers la sortie, dont notre détermination à obtenir une « clause d'appauvrissement zéro » pour les citoyennes et les citoyens les plus vulnérables proposée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Refus total... et donc sortie éclatante bien orchestrée par Françoise David et François Saillant. On a pris la décision ensemble : sortir chacun pour soi et à des moments différents n'aurait pas eu le même impact.

PB – Comment expliquer le virage à droite du PQ sous Bouchard ?

LG – Bouchard est un conservateur. On ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il devienne social-démocrate ! Il a contribué à faire dériver le PQ vers le centre droit. Il n'y a là rien de spécifique au PQ : tous les partis occidentaux dits « socialistes » ou sociaux-démocrates ont fait de même. Serge Halimi² l'a bien démontré au sujet de la France : chaque fois que le Parti socialiste a été au pouvoir, il a fait des politiques de droite ! Pour le PQ, on a l'impression d'assister à une capitulation qui n'en finit plus.

PB – Au tournant des années 1990, il y a quand même un rebond du mouvement populaire...

LG – La Marche des femmes *Du pain et des roses* contre la pauvreté et la violence, en 1995, peu de temps avant le référendum, a été un tournant. Cette marche a galvanisé le mouvement des femmes et a suscité la mobilisation du mouvement populaire : il y a quand même eu 25 000 personnes à Québec pour l'arrivée des marcheuses ! Pour l'époque, c'était énorme. Cette marche a été un tel succès que l'idée d'internationaliser le processus a fait son chemin et donné naissance à la Marche mondiale des femmes en 2000. C'était juste après Seattle en 1999, presque en même temps que la 4^e Conférence de l'ONU sur les femmes *Beijing +5* en juin 2000 et juste avant le premier Forum social mondial

2 Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Paris, Éditions Arléa, 2000.

à Porto Alegre en janvier 2001, des événements auxquels nous avons participé très activement. Nous sentions l'arrivée de temps nouveaux pour un « autre monde possible » comme le rappelait sans cesse le fameux slogan du mouvement altermondialiste. Mais cela n'allait pas sans débats au sein même de ce mouvement. J'étais à Genève à l'époque en tant que représentante de la Marche mondiale des femmes et nous devions travailler fort pour faire accepter à nos collègues masculins que la lutte principale n'était pas contre le seul système capitaliste, mais aussi contre le système patriarcal, qu'il y avait imbrication et renforcement réciproque de ces systèmes. Vaincre le capitalisme n'allait pas automatiquement entraîner la fin du patriarcat... ça été dur, dur de faire accepter ça !

PB – Et pour toi Jocelyne, qu'est-ce qui est arrivé avec la clinique ?

JB – En 1997, le temps de la relève était arrivé. Je suis restée proche de la clinique, mais j'ai évité d'être la gérante d'estrade, si bien qu'à l'exception de quelques interventions demandées par les gens de la clinique, je me suis impliquée ailleurs dans le quartier. Je suis retournée également à l'université pour faire une maîtrise en administration de la santé et surtout un bilan de mon action. Après, j'ai travaillé au Centre d'excellence pour la santé des femmes à l'Université de Montréal, un projet très intéressant examinant les impacts des transformations sur la santé des femmes comme travailleuses, utilisatrices des services et proches aidantes. Cela s'est fait en consultation permanente avec des organisations communautaires comme le Regroupement des aidantes où j'ai siégé au conseil d'administration. Puis, je suis devenue coordonnatrice à la Chaire sur les approches communautaires et les inégalités de santé qui a développé des recherches avec le réseau des tables de concertation de quartier et leurs bailleurs de fonds, Centraide, la Ville de Montréal et la Direction de la santé publique. Au départ, il y avait des tensions avec les tables de quartier qui abordent les questions qui ont un impact déterminant sur la santé. J'étais à l'aise dans ce travail qui exigeait de monter des partenariats et de construire des ponts entre la pratique et la recherche.

PB – En 2003, les libéraux sont revenus au pouvoir. Tout bascule encore...

LG – Charest et ses acolytes ont rapidement annoncé leurs couleurs : en finir avec le « modèle » québécois et adopter la « révolution du bon sens » de l'Ontarien Harris. C'était un assaut concerté contre le secteur public, les CPE, les syndicats, les jeunes, à peu près analogue à celui qui se déroule maintenant avec Couillard. En même temps s'est produite la montée fulgurante de l'ADQ de Mario Dumont. À l'initiative de Françoise David, en janvier 2003, nous avons créé D'abord solidaires, un mouvement de citoyennes et de citoyens déterminés à faire échec à la droite. Ce nouvel acteur social allait contribuer à (re)mobiliser les gens de gauche. Il a d'ailleurs joué un rôle significatif aux côtés

du Collectif pour un Québec sans pauvreté et du Forum social Chaudière-Appalaches dans la formation d'un Réseau de vigilance qui a regroupé, dans la lutte contre Charest, l'ensemble des forces sociales du Québec: syndicats, mouvements communautaires, groupes de femmes, écologistes, étudiant-es, etc. Dès 2004, le Réseau a été très actif dans l'organisation de manifestations amorcées par le réseau des CPE. Charest a dû remballer sa « réingénierie ».

PB – Est-ce que ce mouvement aurait pu aller plus loin ?

LG – On a raté la grève sociale qu'on pensait possible, tellement les gens de la base étaient en colère. Les débardeurs sur la Côte-Nord voulaient carrément fermer les ports. Il y avait aussi une conjoncture très favorable à une grève sociale : l'adoption sous le bâillon de sept lois matraques en décembre 2004. La CSN était prête à faire cette grève, comme le mouvement communautaire, mais le reste du mouvement syndical a reculé.

PB – Quelle était l'idée derrière D'abord solidaires ?

JB – C'était un collectif de collectifs implantés en région, comme à Québec autour de Serge Roy, en Mauricie autour de Sylvie Tardif et le groupe COMSEP. La priorité était de bloquer la droite et on peut dire qu'en partie au moins, on a réussi. L'autre idée était d'inventer un nouveau mode de fonctionnement et de promouvoir, comme le disait Diane Lamoureux, l'autonomie des mouvements sociaux, à travers de grandes coalitions. Une autre initiative menée par D'abord solidaires a été la mise en place d'un réseau national pour la démocratie municipale.

PB – Construire et animer des coalitions, ce n'est pas toujours évident ?

LG – Travailler ensemble exige de chaque groupe et individu de mettre ses structures et modes de fonctionnement à l'épreuve de visées communes, ce qui ne va pas de soi ! Les grosses organisations plus structurées, possédant plus de ressources, ont toujours beaucoup de difficulté à considérer les groupes plus « petits » comme des acteurs sociaux ayant une égale importance dans les combats communs. Par ailleurs, les plus « petits » peinent à reconnaître que les effectifs et les responsabilités ne sont pas les mêmes. Accepter l'égalité dans l'asymétrie est donc un défi pour toutes les coalitions, de même que le temps consacré aux débats, le règlement des inévitables conflits et « joutes de pouvoir », le choix des porte-paroles, le partage des ressources. En pensant aux concertations passées et aux nouvelles formes d'organisation collective, on conclut qu'il faut éviter de s'installer dans la permanence et la rigidité des structures, mais plutôt s'investir ensemble dans l'effervescence et la durée des combats à mener.

PB – À côté des avancées des coalitions contre la « réingénierie » de Charest, l'idée a émergé que le mouvement populaire devait construire une force politique...

LG – J'étais sceptique face au projet de création d'un nouveau parti politique d'autant plus qu'il y avait déjà l'Union des forces progressistes (UFP). Je comprenais la préoccupation de Françoise David, mais j'ai préféré continuer d'expérimenter la pratique citoyenne de D'abord solidaires. C'était mon option de fond et ça le demeure. Une des raisons de ma tiédeur concerne le système électoral québécois bipartisan, qui s'avère très difficile à changer malgré les efforts déployés depuis près de 45 ans et plus récemment par le Mouvement pour une démocratie nouvelle. Sans un mode de scrutin de type proportionnel, je pense que la concurrence de formations politiques « à gauche » pave la voie à une monopolisation du pouvoir de longue durée par les libéraux, seuls ou en alliance avec leurs semblables comme la CAQ. Pour que Québec solidaire vive avec une chance raisonnable de prendre le pouvoir, il faut que le PQ meure... ou alors il faut des alliances solides entre les gauches partisanses...

JB – Je n'étais pas sûre que le projet de QS soit mûr, même s'il me semblait sympathique. À la limite, j'aurais voulu que plusieurs projets se développent simultanément, par exemple du côté municipal. On a pensé que l'idée d'Anne Latendresse et de Dimitri Roussopoulos des « sommets citoyens » ouvrait des portes vers l'émergence d'alliances au niveau municipal qu'on commençait à voir à Montréal, mais aussi en région comme à Trois-Rivières.

PB – Pourquoi ça n'a pas marché ?

JB – On a voulu former un réseau de coalitions locales dans l'espoir de créer un mouvement de nature politique sans structure organisée, sans permanence, sans pratiquement de moyens. Certes, l'institutionnalisation est un risque. Mais c'est peut-être un risque à prendre.

LG – Un autre facteur est que les mouvements progressistes ont longtemps dénigré le terrain municipal. Il y avait, il y a encore selon moi, un manque de vision dans cette posture. Les gauches en Europe et en Amérique latine ont investi les municipalités avec des avancées intéressantes en termes de politiques sociales et économiques.

JB – Les mouvements n'étaient pas prêts à envahir cet espace politique qui, pourtant, est un espace de proximité où citoyennes et citoyens connaissent les enjeux et peuvent proposer des solutions. Avec les sommets citoyens, on avait en main non pas un projet de parti, mais une plateforme à partir de laquelle des initiatives politiques auraient pu surgir. Mais on s'est contentés de faire

des lobbys. Entre-temps, à Montréal, une autre initiative est née en dehors du mouvement populaire, et cela est devenu Projet Montréal.

PB – Et maintenant qu'est-ce qu'on fait ?

LG – Les luttes sont longues et nécessitent une pluralité de mouvements capables de susciter la mobilisation citoyenne. Nous sommes peut-être sortis de la « nostalgie des grands récits »³, des rêves d'un « grand soir lumineux », mais certainement pas de l'aspiration à « un autre monde possible ». Je reconnais l'importance des partis politiques, mais j'ai choisi de poursuivre mes engagements dans des mouvements citoyens et dans le travail de solidarité internationale. Et puis, des jeunes particulièrement inspirants sont là !

JB – Québec solidaire me semble une bonne idée, j'en suis membre, sans être très active. Si cela peut évoluer vers des initiatives à la base, décentralisées et actives dans les régions, je me sentirais plus confortable, car il y a des limites à ce que peuvent faire des porte-paroles à l'Assemblée nationale, même quand ils font bien leur travail. Aujourd'hui retraitée, je m'implique surtout dans les mouvements sociaux et communautaires. Malgré les reculs de l'État social, je suis optimiste. Des jeunes ont des yeux brillants d'intelligence et d'énergie. Ils vont aller plus loin que nous, je pense.

3 Colette St-Hilaire, « Le féminisme et la nostalgie des grands Récits », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 23, 1994, p. 79-113.